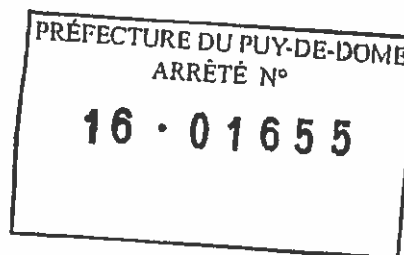




PREFET DU PUY-DE-DOME



DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT

ARRÊTÉ

portant mise en demeure de respecter les
prescriptions
Installations Classées pour la Protection de
l'Environnement
VALTOM – SAINT SAUVES d'Auvergne
Installation de Stockage de Déchets Non-
Dangereux

La préfète du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 :

Vu l'arrêté préfectoral n° 12/02250 du 14 novembre 2012 modifié autorisant le VALTOM à exploiter une installation de stockage de déchets non-dangereux sur le territoire des communes de Saint-Sauves d'Auvergne et Saint-Sulpice au lieu dit Les Balusseaux, concernant notamment la rubrique 2760-2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu les articles 2.6.1, 4.3.8.1, 7.2.5, 10.4.1.1 et 10.4.1.2 qui disposent notamment que :

2.6.1 : l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

4.3.8.1 : une analyse du pH et une mesure de la conductivité des eaux du dernier des bassins mentionnés à l'article 4.3.2.3 du présent arrêté, sont réalisées avant rejet. La fréquence de mesure du volume rejeté sera fonction du mode de rejet (continu ou bâchée). En cas d'anomalie (pH < 5,5 ou > 8,5 ou conductivité > 3 000 µS/cm), des dispositions seront prises pour ne pas rejeter au milieu naturel, pendant le temps nécessaire à la réalisation des analyses des paramètres fixés à l'article 4.3.9.1 ».

7.2.5 : le dispositif de lutte contre l'incendie comprend deux bassins de plus de 500 m³ chacun, accessibles en toute circonstance aux véhicules et équipés d'aire d'aspiration 8m x 4m. Ces bassins sont également équipés d'au moins une colonne d'aspiration de diamètre 100 mm avec raccord tournant, utilisable en toute période de l'année.

10.4.1.1 : l'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées.

10.4.1.2 : au plus tard le 1^{er} avril de chaque année l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité des installations pour l'année précédente.

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 juin 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

Vu la réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 9 juin 2016 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

1. les résultats des mesures et analyses prescrites dans l'arrêté préfectoral ne sont pas mis à disposition de l'inspection ;
2. les eaux de ruissellement ne font pas l'objet de mesures de pH et conductivité avant chaque rejet ;
3. les bassins des eaux de ruissellement ne sont pas équipés pour une utilisation par les pompiers comme réserve incendie ;
4. la déclaration GERE (déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets) pour 2015 n'est pas établie ;
5. les déclarations GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) ne sont pas renseignées depuis 2014 ;
6. le rapport d'activité 2015 n'a pas été transmis à l'inspection avant le 1^{er} avril.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2012 en ce qui concerne les articles visés ci-dessus ;

Considérant que les non-conformités relevées caractérisent une maîtrise non satisfaisante des impacts environnementaux et du risque incendie sur le site ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L 171.8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure le VALTOM de respecter les prescriptions des articles susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Puy-de-Dôme,

A R R Ê T E

Article 1 – Le VALTOM exploitant une installation de stockage de déchets non-dangereux au lieu dit « Les Balusseaux » à Saint-Sauves d'Auvergne est mis en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2012 selon les modalités suivantes :

1. transmettre le rapport d'activité 2015 dans un délai d'un mois ;
2. regrouper sur le même site l'ensemble des résultats de mesures et analyses des différents paramètres demandés par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2012 dans un délai d'un mois ;
3. renseigner les données GIDAF depuis 2014 dans un délai de 3 mois ;
4. procéder aux mesures de pH et conductivité des eaux de ruissellement avant leur rejet et en assurer la traçabilité dans un délai de 3 mois ;
5. proposer un aménagement des bassins tel que demandé à l'article 7.2.5 dans un délai de 3 mois ;

Les délais fixés ci-dessus pour respecter cette mise en demeure sont à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les

intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié au VALTOM et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy de Dôme, les Maires de Saint-Sauves d'Auvergne et Saint-Sulpice, la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours,
- au Responsable de l'Unité inter Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes

Fait à Clermont-Ferrand, le **25 JUIL. 2016**

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale
Signé
Béatrice STEFFAN